RÉCLAMATION NUMÉRO 6989

**Province où a eu lieu l'infection : Ontario
Province de résidence : Ontario**

CAUSE DE RENVOI D'UNE DÉCISION DE L'ADMINISTRATEUR

Devant : Tanja Wacyk

Cause entendue : Le 18 avril 2006, à Toronto en Ontario

Comparutions : Le réclamant se représentant lui-même
Maxime Faille et Carol Miller au nom de l'Administrateur

Décision

Contexte :

1. Le réclamant est infecté par l'hépatite C.
2. Le réclamant a présenté une demande d'indemnisation à titre de personne directement infectée dans le cadre du Régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC (« le Régime »), tel que prévu dans la Convention de règlement relative à l'hépatite C (1986-1990) (« la Convention de règlement »).
3. Par lettre en date du 23 janvier 2006, l'Administrateur a rejeté la réclamation parce que le réclamant n'avait pas fourni de preuve suffisante à l'appui de sa réclamation à l'effet qu'il avait reçu du sang au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1986 au 1^{er} juillet 1990 (« la période visée par les recours collectifs »).
4. Le réclamant a demandé qu'un juge arbitre soit saisi de la décision de l'Administrateur lors d'une audience en personne.

Dispositions de la Convention de règlement :

5. Afin d'être admissible à une indemnisation dans le cadre du Régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC, le réclamant doit respecter les critères prévus dans le Régime en question.
6. L'article 3.01 (1)(a) du Régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC stipule qu'une personne qui prétend être une personne directement infectée doit remettre à l'Administrateur, entre autres, « des dossiers démontrant que le réclamant a reçu une transfusion de sang au Canada au cours de la période visée par les recours collectifs ». La Convention de règlement définit la « période visée par les recours collectifs » comme étant la « période entre le 1^{er} janvier 1986 et le 1^{er} juillet 1990, inclusivement ».
7. L'article 3.01 (2) du Régime stipule que nonobstant les dispositions du paragraphe 3.01(1)(a), si un réclamant ne peut se conformer aux dispositions du paragraphe 3.01(1)(a), le réclamant doit remettre à l'Administrateur une preuve corroborante et indépendante des souvenirs personnels du réclamant ou de toute personne qui est membre de la famille du réclamant, établissant selon la prépondérance des probabilités, qu'il a reçu une transfusion de sang au Canada au cours de la période

visée par les recours collectifs.

Preuve :

8. Le réclamant a été blessé lors d'un accident de voiture le 22 mars 1990. Il a dit avoir perdu une grande quantité de sang et avoir eu besoin d'une chirurgie reconstructive au bras. La chirurgie semble avoir été effectuée peu de temps après son admission au East General Hospital.
9. Le réclamant a témoigné qu'on l'avait averti avant la chirurgie qu'il aurait peut-être besoin d'une transfusion de sang. Il a également soutenu qu'à son réveil dans la salle de réveil suite à la chirurgie, on lui transfusait du sang par voie intraveineuse. Il a indiqué avoir reçu un total de 2 à 3 sacs. Selon le réclamant, il n'a reçu aucune autre transfusion au cours des jours qui ont suivi sa chirurgie.
10. Mme B., une amie du réclamant, a témoigné en faveur du réclamant. Mme B avait signé plut tôt une déclaration sous serment en date du 1^{er} mars 2006, disant qu'elle croyait que le réclamant avait reçu une transfusion de sang. Cependant, elle n'avait pas déclaré l'avoir vu au moment de la transfusion. Lors de l'audience, cependant, Mme B. a témoigné avoir rendu visite au réclamant à l'hôpital le 28 mars 1990, six jours après l'accident, et l'avoir vu en train de recevoir des liquides par voie intraveineuse provenant de deux sacs. Un sac contenait un liquide rouge qui, selon Mme B., était du sang et l'autre contenait un liquide transparent.
11. Mme B. a admis que son témoignage n'était pas conforme au témoignage du réclamant à l'effet qu'il avait reçu une transfusion uniquement le jour de sa chirurgie, mais elle ne pouvait pas expliquer le manque de cohérence.
12. Lors de l'examen de la demande du réclamant, l'Administrateur du Règlement a demandé l'aide de la Société canadienne du sang (« SCS ») afin d'obtenir des renseignements directement de l'hôpital portant sur la transfusion relative au réclamant. Il a reçu les résultats de l'enquête menée par la SCS le 1^{er} décembre 2005. La SCS a indiqué que les dossiers d'hôpital du réclamant étaient disponibles et que selon ces derniers, le réclamant n'avait pas reçu de transfusion.
13. Comme le réclamant avait indiqué ne pas avoir réussi à obtenir une copie de ses dossiers d'hôpital, le conseiller juridique de l'Administrateur a entrepris de fournir de l'aide à cet égard et l'audience a été ajournée à cette fin. Les copies des documents ont été acheminées par la suite au réclamant de même qu'à moi. Bien que les dossiers indiquaient que le sang du réclamant avait subi une épreuve de compatibilité croisée en cas de besoin de transfusion, aucune transfusion semble

avoir eu lieu, ce qui est conforme aux renseignements fournis par la Société canadienne du sang à l'Administrateur, qui indiquaient que le réclamant n'avait pas reçu de transfusion.

Analyse :

14. On n'a présenté aucun dossier d'hôpital démontrant que le réclamant avait reçu une transfusion de sang au Canada au cours de la période visée par les recours collectifs. Bien que Mme B. ait témoigné qu'elle avait vu le réclamant alors qu'il recevait une transfusion, en vertu des modalités de la Convention de règlement, son témoignage ne pouvait être retenu que si les dossiers du réclamant n'étaient pas disponibles.
15. Dans le cas présent, les dossiers du réclamant étaient disponibles, et le témoignage de Mme B. ne peut avoir préséance sur le contenu de ces documents. En outre, compte tenu du manque de cohérence entre son témoignage et les déclarations contenues dans son affidavit, et du manque de cohérence entre son témoignage et celui du réclamant, il aurait été, de toute façon, difficile d'accorder beaucoup d'importance au témoignage de Mme B.
16. Ni l'Administrateur, ni moi, en tant que juge arbitre, n'avons le pouvoir discrétionnaire d'accorder une indemnisation aux individus infectés par l'hépatite C qui ne peuvent démontrer qu'ils ont reçu une transfusion au cours de la période visée par les recours collectifs.
17. Par conséquent, je conclus que l'Administrateur a justement établi que le réclamant n'avait pas droit à une indemnisation dans le cadre de la Convention de règlement relative à l'hépatite C (1986-1990), puisqu'il n'a pas démontré qu'il avait reçu une transfusion de sang au cours de la période visée par les recours collectifs.

Décision :

18. La décision de l'Administrateur de refuser l'indemnisation au réclamant dans le cadre de la Convention de règlement relative à l'hépatite C (1986-1990) est maintenue.

FAIT À TORONTO, CE 4^E JOUR D'OCTOBRE 2006.

Tanja Wacyk, juge arbitre